



# Suivi de la mise en œuvre du Plan de dépenses du gouvernement

---

Ottawa, Canada  
Le 3 octobre 2012  
[www.pbo-dpb.gc.ca](http://www.pbo-dpb.gc.ca)

### **Faits saillants de la présente note**

- Dans les trois derniers budgets, le gouvernement du Canada a mis en œuvre des séries successives de compressions des dépenses. La divulgation d'informations entourant ces compressions a toujours été irrégulière, mais le gouvernement s'est engagé à y remédier grâce à son cycle continu d'établissement de rapports et au moyen des rapports trimestriels des ministères et organismes.
- Afin d'aider les parlementaires à suivre les divulgations relatives au budget de 2012, le directeur parlementaire du budget (DPB) a mis à jour les tableaux qui résument les divulgations faites dans les rapports trimestriels de l'année dernière, à partir des rapports des ministères et organismes pour le premier trimestre.
- Globalement, la qualité des rapports trimestriels s'est améliorée par rapport à l'année dernière. Néanmoins, il reste des lacunes à combler dans la divulgation des mesures d'austérité puisque moins que le tiers des organisations visées par l'initiative de réduction budgétaire de 2012 expliquent les conséquences opérationnelles de telles mesures.
- Le Suivi des dépenses du DPB pour le premier trimestre de 2012-2013 donne les faits saillants des résultats financiers relatifs aux activités de programme des ministères et organismes fédéraux. De plus, l'ensemble complet des données a été versé dans la base de données de suivi intégré (BDSI) du DPB.

Produit par : Jason Jacques et Jason Stanton\*

---

\* Un grand merci à Darren Roberts pour son aide à la recherche. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec Jason Jacques ([jason.jacques@parl.gc.ca](mailto:jason.jacques@parl.gc.ca)).

## 1 Mise en contexte

Le mandat législatif du directeur parlementaire du budget (DPB) inclut la recherche et l'analyse des prévisions budgétaires du gouvernement<sup>1</sup>. Pour s'acquitter de cette obligation, le DPB fait un suivi continu des dépenses fédérales effectuées au cours d'une année dès que le Plan de dépenses du gouvernement (c.-à-d. le budget) est appliqué.

Dans les trois derniers budgets, le gouvernement du Canada a mis en œuvre des séries successives de compressions des dépenses. Ces mesures ont pour objectif de « rétablir l'équilibre budgétaire à moyen terme<sup>2</sup> ». Comme l'ont remarqué les parlementaires, la divulgation d'informations concernant l'incidence de ces initiatives ne s'est pas faite sur une base régulière : souvent, on considère que les conséquences des réductions sur les organismes fédéraux ne sont pas expliquées en temps opportun ou de manière suffisamment détaillée. Prenant acte de la situation, le gouvernement s'est engagé à « continuer de faire rapport au Parlement par les moyens normaux, y compris les budgets des dépenses, les rapports financiers trimestriels et les comptes publics<sup>3</sup> ».

Comme l'a souligné le DPB dans des rapports précédents, le processus

d'établissement de rapports trimestriels du gouvernement permet d'obtenir des données et des informations utiles sur les activités fédérales pendant une année. Les ministères et organismes fédéraux ont l'obligation légale de produire des rapports financiers trimestriels 60 jours après la fin de chaque trimestre, sauf du dernier, puisque l'information voulue se retrouve dans les rapports ministériels annuels sur le rendement<sup>4</sup>.

En mettant à profit les travaux entrepris au cours du dernier exercice, en 2012-2013, le DPB assurera le suivi des divulgations faites dans les rapports trimestriels des ministères et organismes, et mettra en lumière les données pertinentes sur lesquelles les parlementaires pourront se fonder pour prendre des décisions.

## 2 Méthodologie

Début septembre, le DPB a passé en revue chacun des rapports du premier trimestre de l'exercice 2012-2013 afin de déterminer s'il y a eu des améliorations concernant les principales divulgations évaluées dans des rapports précédents du DPB<sup>5</sup>. De plus, le DPB a analysé la divulgation relative à l'examen stratégique et fonctionnel par rapport au budget de 2012 (tableau 1)<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-1/TexteCompleet.html?term=79.2>. Consulté en septembre 2012.

<sup>2</sup> <http://www.budget.gc.ca/2012/plan/toc-tdm-fra.html>. Voir p. 235. Consulté en septembre 2012.

<sup>3</sup> <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Parl=41&Ses=1&DocId=5651270&Language=F> Consulté en septembre 2012.

<sup>4</sup> <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/page-32.html>. Consulté en septembre 2012.

<sup>5</sup> [http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Publications/IFR\\_2011Q2\\_Update\\_FR.pdf](http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Publications/IFR_2011Q2_Update_FR.pdf). Consulté en septembre 2012.

<sup>6</sup> L'examen du DPB ne comprenait pas une vérification de la conformité aux normes applicables du Conseil du Trésor et à d'autres obligations légales.

**Tableau 1**  
**Divulgations évaluées par le DPB**

|  |   |
|--|---|
| <b>Rapprochement</b>                     | <i>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</i>                                |
| <b>Détail</b>                            | <i>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le budget des dépenses?</i>                          |
| <b>Écarts</b>                            | <i>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le DPB dans le Suivi des dépenses?</i>   |
| <b>Examen stratégique et fonctionnel</b> | <i>Le rapport indique-t-il les répercussions financières et opérationnelles du troisième train de mesures d'austérité prévues dans le budget de 2012?</i> |

Comme il l'avait fait dans ses rapports précédents, le DPB a évalué et placé chaque rapport financier trimestriel dans l'une des trois catégories suivantes :

- Le rapport *divulgue* l'information requise.
- Le rapport *ne divulgue pas* l'information requise.
- La divulgation *n'est pas applicable* (p. ex. l'organisation n'a pas été touchée par l'examen stratégique et fonctionnel prévu dans le budget de 2012).

### 3 Aperçu des résultats

L'annexe A contient la matrice d'évaluation de tous les rapports correspondant au premier trimestre de l'exercice 2012-2013.

Dans l'ensemble, le processus d'établissement de rapports trimestriels du gouvernement permet d'obtenir davantage de détails utiles sur les activités courantes. Parmi

les 90 % d'organisations ayant publié des rapports dans le délai prescrit de 60 jours :

- À quelques exceptions près, toutes les organisations expliquent les changements concernant les autorisations de dépenser par rapport à l'année précédente.
- Chaque organisation énumère les autorisations législatives et votées présentées dans les documents du budget.
- La majorité des écarts substantiels notés dans le Suivi des dépenses sont expliqués.

En même temps, la divulgation concernant les initiatives de compressions budgétaires demeure irrégulière puisque moins que le tiers des organisations ont présenté des détails sur les répercussions de l'examen stratégique fonctionnel fait dans le cadre du budget de 2012<sup>7</sup>.

Dans la plupart des rapports trimestriels, on note qu'en 2012-2013, les affectations bloquées sont déterminées sur autorisation du Conseil du Trésor au moyen de crédits ministériels afin d'empêcher que soient dépensés des fonds déjà visés par des mesures d'économie dans le budget de 2012. Les réductions effectuées de cette manière ne seront pas rapportées au Parlement par les processus habituels pour l'exercice en cours. Les divulgations concernant ces compressions seront faites dans les Comptes publics pour 2012-2013, à l'automne 2014 (c.-à-d. avec un décalage d'un an). Cela pourrait expliquer pourquoi une forte proportion d'organismes fédéraux n'a pas donné cette information dans ses rapports courants.

<sup>7</sup> Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada sont parmi les organismes qui ont divulgué des informations pertinentes.

Le DPB continuera de faire le suivi des rapports financiers trimestriels afin d'évaluer l'impact des compressions du budget de 2012 sur les dépenses des ministères et des agences.

#### **4 Conclusion**

La qualité et la cohérence des rapports trimestriels des organisations continuent de s'améliorer. En général, ces documents constituent une source utile de données et d'information pour les parlementaires, puisqu'ils leurs permettent d'évaluer les activités des ministères et organismes au cours d'une année.

Il convient de noter qu'il y a toujours un manque de régularité dans les divulgations entourant les mesures d'austérité (sur l'ampleur des réductions et les répercussions opérationnelles, p. ex.), surtout en considérant que six mois se sont écoulés depuis les dernières compressions annoncées dans le budget de 2012.

Étant donné que le gouvernement a choisi d'appliquer beaucoup des réductions prévues dans le budget de 2012 au moyen « d'affectations bloquées », les parlementaires pourraient vouloir obtenir des détails sur les montants déjà bloqués pour chaque crédit. Cela donnerait au Parlement la capacité d'examiner soigneusement les actions du gouvernement et d'en débattre en temps opportun plutôt que d'attendre à l'année suivante pour le faire.

Le DPB a commencé à intégrer les rapports trimestriels dans le Suivi des dépenses, lequel vient appuyer l'analyse des budgets du gouvernement menée par le Parlement.

Annexe A : Matrice d'évaluation

**Bleu foncé = Oui**  
**Rouge = Non**  
**Bleu pâle = Sans objet**

|   | Rapprochement   | Détail  | Écarts   | Examen stratégique et opérationnel   |
|---|---|---|--|--|
|   | Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente? | Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses? | Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le directeur parlementaire du budget (DPB) dans le <i>Suivi des dépenses</i> ? | Le rapport indique-t-il les répercussions financières et opérationnelles du troisième train de mesures d'austérité prévues dans le budget de 2012? |
| Affaires autochtones et Développement du Nord Canada                  |   |   |  |  |
| Agriculture et Agroalimentaire Canada                                 |   |   |  |  |
| Procréation assistée Canada   |   |   |  |  |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique                   |   |   |  |  |
| Agence des services frontaliers du Canada                             |   |   |  |  |
| Conseil canadien des relations industrielles                          |   |   |  |  |
| Agence du revenu du Canada  |   |   |  |  |
| École de la fonction publique du Canada                               |   |   |  |  |
| Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs |   |   |  |  |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail                   |   |   |  |  |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale                       |   |   |  |  |
| Agence canadienne d'inspection des aliments                           |   |   |  |  |
| Comité des griefs des Forces canadiennes                              |   |   |  |  |
| Commission canadienne des grains                                      |   |   |  |  |
| Patrimoine Canada   |   |   |  |  |
| Commission canadienne des droits de la personne                       | Aucun rapport sur le site Web   |   |  |  |
| Tribunal canadien des droits de la personne                           | Aucun rapport sur le site Web   |   |  |  |
| Instituts de recherche en santé du Canada                             |   |   |  |  |
| Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes         | Aucun rapport sur le site Web   |   |  |  |
| Agence canadienne de développement international                      |   |   |  |  |

| Annexe A : Matrice d'évaluation   | Rapprochement  | Détail   | Écarts  | Examen stratégique et opérationnel  |
|---|--|--|---|---|
| <p><b>Bleu foncé = Oui</b><br/> <b>Rouge = Non</b><br/> <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p> | <p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p> | <p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p> | <p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le directeur parlementaire du budget (DPB) dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?</p> | <p>Le rapport indique-t-il les répercussions financières et opérationnelles du troisième train de mesures d'austérité prévues dans le budget de 2012?</p> |
| Tribunal canadien du commerce extérieur   |  |  |   |   |
| Agence canadienne de développement économique du Nord                                     |  |  |   |   |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire   |  |  |   |   |
| Commission canadienne des affaires polaires   | <b>Aucun rapport sur le site Web</b>   |  |   |   |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes                        |  |  |   |   |
| Agence spatiale canadienne  |  |  |   |   |
| Office des transports du Canada   |  |  |   |   |
| Citoyenneté et Immigration Canada   |  |  |   |   |
| Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada                  |  |  |   |   |
| Commission du droit d'auteur  |  |  |   |   |
| Enquêteur correctionnel du Canada   |  |  |   |   |
| Service correctionnel du Canada   |  |  |   |   |
| Service administratif des tribunaux judiciaires   |  |  |   |   |
| Ministère des Finances du Canada  |  |  |   |   |
| Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international                            |  |  |   |   |
| Ministère de la Justice du Canada   |  |  |   |   |
| Agence de développement économique pour les régions du Québec                             |  |  |   |   |
| Environnement Canada  |  |  |   |   |
| Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario                      |  |  |   |   |

| Annexe A : Matrice d'évaluation   | Rapprochement  | Détail   | Écarts  | Examen stratégique et opérationnel  |
|---|--|--|---|---|
| <p><b>Bleu foncé = Oui</b><br/> <b>Rouge = Non</b><br/> <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p> | <p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p> | <p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p> | <p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le directeur parlementaire du budget (DPB) dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?</p> | <p>Le rapport indique-t-il les répercussions financières et opérationnelles du troisième train de mesures d'austérité prévues dans le budget de 2012?</p> |
| Agence de la consommation en matière financière   | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Bleu pâle   |
| Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada                     | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Bleu foncé  |
| Pêches et Océans Canada   | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Rouge   |
| Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses                  | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Rouge   |
| Santé Canada  | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Rouge   |
| Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences                     | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Rouge   | Bleu foncé  |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada                             | Aucun rapport sur le site Web  |  |   |   |
| Industrie Canada  | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Rouge   |
| Infrastructure Canada   | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Rouge   | Bleu pâle   |
| Bibliothèque et Archives Canada   | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Bleu foncé  |
| Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire                           | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Rouge   |
| Commission des champs de bataille nationaux   | Aucun rapport sur le site Web  |  |   |   |
| Ministère de la Défense nationale et Forces canadiennes                                   | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Rouge   |
| Office national de l'énergie  | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Bleu pâle   |
| Office national du film   | Aucun rapport sur le site Web  |  |   |   |
| Conseil national de recherches Canada   | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Rouge   |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie                                   | Aucun rapport sur le site Web  |  |   |   |
| Ressources naturelles Canada  | Bleu foncé   | Bleu pâle  | Bleu pâle   | Rouge   |



| Annexe A : Matrice d'évaluation   | Rapprochement  | Détail   | Écarts  | Examen stratégique et opérationnel  |
|---|--|--|---|---|
| <p><b>Bleu foncé = Oui</b><br/> <b>Rouge = Non</b><br/> <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p> | <p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p> | <p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p> | <p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le directeur parlementaire du budget (DPB) dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?</p> | <p>Le rapport indique-t-il les répercussions financières et opérationnelles du troisième train de mesures d'austérité prévues dans le budget de 2012?</p> |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie                                  |  |  |   |   |
| Administration du pipe-line du Nord   |  |  |   |   |
| Bureau du vérificateur général du Canada  |  |  |   |   |
| Bureau du directeur général des élections du Canada                                       |  |  |   |   |
| Bureau du commissaire à la magistrature fédérale  | <b>Aucun rapport sur le site Web</b>   |  |   |   |
| Commissariat au lobbying du Canada  |  |  |   |   |
| Commissariat aux langues officielles  |  |  |   |   |
| Bureau du Commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications                     | <b>Aucun rapport sur le site Web</b>   |  |   |   |
| Service des poursuites pénales du Canada  |  |  |   |   |
| Commissariat à l'information du Canada  |  |  |   |   |
| Commissariat à la protection de la vie privée du Canada                                   |  |  |   |   |
| Commissariat à l'intégrité du secteur public  |  |  |   |   |
| Bureau du Secrétaire du Gouverneur général  |  |  |   |   |
| Bureau du surintendant des institutions financières                                       |  |  |   |   |
| Parcs Canada  |  |  |   |   |
| Commission des libérations conditionnelles du Canada                                      |  |  |   |   |

| Annexe A : Matrice d'évaluation   | Rapprochement  | Détail   | Écarts  | Examen stratégique et opérationnel  |
|---|--|--|---|---|
| <p><b>Bleu foncé = Oui</b><br/> <b>Rouge = Non</b><br/> <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p> | <p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p> | <p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p> | <p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le directeur parlementaire du budget (DPB) dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?</p> | <p>Le rapport indique-t-il les répercussions financières et opérationnelles du troisième train de mesures d'austérité prévues dans le budget de 2012?</p> |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés   |  |  |   |   |
| Bureau du Conseil privé   |  |  |   |   |
| Secrétariat de la Commission des nominations publiques                                    |  |  |   |   |
| Agence de la santé publique du Canada   |  |  |   |   |
| Sécurité publique Canada  |  |  |   |   |
| Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles          |  |  |   |   |
| Commission de la fonction publique  |  |  |   |   |
| Commission des relations de travail dans la fonction publique                             |  |  |   |   |
| Tribunal de la dotation de la fonction publique   |  |  |   |   |
| Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  |  |  |   |   |
| Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada                                |  |  |   |   |
| Greffe du Tribunal de la concurrence  |  |  |   |   |
| Greffe du Tribunal des revendications particulières                                       |  |  |   |   |
| Gendarmerie royale du Canada  |  |  |   |   |
| Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité                         |  |  |   |   |
| Conseil de recherches en sciences humaines  |  |  |   |   |
| Statistique Canada  |  |  |   |   |
| Condition féminine Canada   |  |  |   |   |
| Cour suprême du Canada  |  |  |   |   |
| Transports Canada   |  |  |   |   |
| Tribunal d'appel des transports du Canada   |  |  |   |   |
| Bureau de la sécurité des transports du Canada  |  |  |   |   |
| Secrétariat du Conseil du Trésor  |  |  |   |   |

| Annexe A : Matrice d'évaluation   | Rapprochement  | Détail   | Écarts  | Examen stratégique et opérationnel  |
|---|--|--|---|---|
| <p><b>Bleu foncé = Oui</b><br/> <b>Rouge = Non</b><br/> <b>Bleu pâle = Sans objet</b></p> | <p>Les données expliquent-elles pleinement le changement à l'égard des autorisations par rapport à l'année précédente?</p> | <p>Le rapport énumère-t-il les mêmes autorisations législatives et votées que celles présentées dans le Budget des dépenses?</p> | <p>Existe-t-il une explication pour tous les écarts substantiels notés par le directeur parlementaire du budget (DPB) dans le <i>Suivi des dépenses</i> ?</p> | <p>Le rapport indique-t-il les répercussions financières et opérationnelles du troisième train de mesures d'austérité prévues dans le budget de 2012?</p> |
| Commission de vérité et de réconciliation   | <b>Aucun rapport sur le site Web</b>   |  |   |   |
| Anciens Combattants Canada  |  |  |   |   |
| Tribunal des anciens combattants (révision et appel)                                      |  |  |   |   |
| Diversification de l'économie de l'Ouest Canada   |  |  |   |   |